

Autres opérations

Fusions et scissions

ACCOR

SA de droit français au capital de 870 617 109 euros
Siège social : 82, rue Henri Farman-92130 Issy Les Moulineaux
602 036 444 RCS Nanterre
Régie par les lois françaises
(la « **Société Absorbante** »).

Et

FRHI HOLDINGS LIMITED

Société de droit caïmanais au capital de 437,50 dollars américains
Siège social : C/o Maples Corporate Services Limited, PO Box,
Ugland House, Grand Cayman
Régie par les lois des Iles Caïmans
(la « **Société Absorbée** »).

Avis de projet de fusion transfrontalière

Aux termes d'un acte SSP en date du 19 novembre 2018 il a été conclu le projet de fusion par voie d'absorption de la Société Absorbée par la société Absorbante, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Date d'effet de la fusion d'un point de vue juridique cette date sera celle à laquelle le certificat de légalité sera délivré par le greffe du tribunal de commerce de Nanterre prévu à l'article L. 236-30 du Code de Commerce.

La fusion sera effectuée sur la base des comptes intermédiaires de la Société Absorbée du 31 août 2018. La Société Absorbée fera apport à la Société Absorbante de la totalité de son actif à charge pour la Société Absorbante de prise en charge de la totalité du passif de la Société Absorbée à savoir : Actif évalué à : 1.634.982.807\$, Passif évalué à : 166.201\$ et Prime de fusion : 0 Euro.

La Société Absorbante et la Société Absorbée ont ainsi décidée que la fusion simplifiée soit considérée comme une fusion transfrontalière simplifiée au sens du Chapitre de la loi sur les sociétés caïmanaise (telle que révisée en 2018) (la « Loi ») et les dispositions des articles L. 236-1 *et seq* du Code de commerce Français.

S'agissant d'une fusion transfrontalière simplifiée conformément à l'article L. 236-11 du code de commerce sur renvoi de l'article L. 236-25, il n'y aura donc pas lieu à approbation de la fusion par l'assemblée générale de la Société Absorbante ; toutefois un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante réunissant au moins 5 % du capital social peuvent demander en justice la désignation d'un mandataire aux fins de convoquer l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante pour qu'elle se prononce sur l'approbation de la fusion.

La Société Absorbante détenant l'intégralité des actions composant le capital social de la Société Absorbée, la fusion simplifiée interviendra sans attribution d'actions de la Société Absorbante et par conséquent, la fusion ne donnera pas lieu à une augmentation de capital de la Société Absorbante, ni à l'établissement d'un rapport d'échange des droits sociaux dans chaque société participante, ni même à une prime de fusion.

La Société Absorbante a procédé à la publicité requise par l'article L. 236-6 du Code de commerce ou les dispositions équivalentes de sa loi nationale auprès du greffe du tribunal de commerce où la Société Absorbée à son siège social.

En France, les créanciers de chacune des parties à la fusion ont 30 jours à compter de la dernière publication prescrite par l'article R. 236-15 du Code de commerce pour faire opposition dans les formes légales auprès du Tribunal de commerce de Nanterre conformément aux dispositions des articles L. 236-14 et R. 236-8 du Code de commerce.

Pour tout complément d'information sur les droits des créanciers, domicile est élu pour les créanciers de la Société Absorbante au siège social de la Société Absorbante : 82, rue Henri Farman, 92130 Issy-les-Moulineaux et pour les créanciers de la Société Absorbée, au siège social de la Société Absorbée : C/o Maples Corporate Services Limited, PO Box, Ugland House, Grand Cayman.

Le projet de fusion a été déposé le 21 novembre 2018 au greffe du tribunal de commerce de Nanterre.

Pour avis